

L'UPE 13 renforce son rôle aux côtés des entrepreneurs

Renouer le dialogue social avec les syndicats salariés, remobiliser les patrons sur des enjeux forts, mettre l'accent sur l'Europe, tels sont les axes du syndicat patronal.

Avant la traditionnelle cérémonie des vœux prévue le 29 janvier au siège marseillais, l'UPE 13 (Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône) veut faire entendre sa voix auprès des pouvoirs publics et des décideurs, mais aussi et surtout intensifier ses missions auprès des entrepreneurs du territoire. Philippe Korgia, le président de l'instance patronale qui compte 14 000 adhérents représentant 700 000 salariés -- ce qui en fait le premier Medef territorial de France --, détaille cette nouvelle feuille de route. Entre ambitions et préoccupations.

Quel bilan pour 2023 ?

Nous avons connu en 2023 des périodes compliquées avec l'inflation, la baisse du pouvoir d'achat, les remboursements des différents prêts qu'ils avaient contractés pendant la crise sanitaire, sans oublier la hausse des taux d'intérêt, un contexte international très dégradé et un moral des chefs d'entreprise en berne. Et malgré tout cela, les résultats ont été corrects. Tout cela est un peu contradictoire mais c'est aussi toute la force de ce territoire et la résilience de nos entreprises.

“ Nous allons renouer le dialogue social avec les syndicats salariés et montrer le rôle des partenaires sociaux. ”

Vous êtes tout de même préoccupé par la hausse des assignations de l'Urssaf...

L'Urssaf a accompagné pendant la crise sanitaire toutes les entreprises, et ce de façon remarquable. Nous assistons aujourd'hui à un mouvement national des Urssaf qui est peut-être un peu exacerbé ici en région. Les entreprises qui ont des problématiques de paiement essayent de rééchelonner la dette mais on repart sur des assignations directes au tribunal de commerce. Ce n'est pas possible, il faut trouver des solutions. Si on affaiblit le monde économique, on affaiblit l'ensemble de la France. Je veux une croissance responsable, sans dégrader l'environnement.

Pour quelles raisons relancez-vous le collectif "Mon entreprise, ma ville" ?

Nous voulons redonner en 2024 du souffle à ces entreprises, à ces dirigeants. Nous allons relancer le collectif "Mon entreprise, ma ville", créé il y a quelques années, lors de la problématique de la fermeture du dimanche, où acteurs économiques, syndicats patronaux et salariés ont pu travailler ensemble. Nous préférons déminer les sujets en amont. Nous allons renouer le dialogue social avec les syndicats salariés, montrer le rôle des partenaires sociaux et être un référent auprès des autorités compétentes, pour pouvoir peser sur les conflits syndicaux. Nous avons essayé d'être présents sur la grève des taxis. Nous sommes



dans la volonté de tout faire pour éviter tout conflit préjudiciable à l'économie. Nous prôtons la stabilité sociale.

Autre enjeu important, favoriser l'économie locale par rapport aux grandes entreprises...

Nous avons lancé, il y a maintenant deux ans, le Cercle Avenir qui regroupe toutes les grandes entreprises nationales qui ont un siège en région. Ce collectif composé de 25 entreprises (TotalEnergies, BNP Paribas, Engie, Orange, Capgemini...) va s'emparer de sujets forts comme l'énergie, le foncier ou l'attractivité, rencontrer les acteurs locaux et les entreprises afin de tenter de trouver des synergies et même essayer de faire du business ensemble. L'objectif est de faire travailler ces grandes entreprises avec l'économie locale.

Vous allez remobiliser l'ensemble des commissions de l'UPE 13...

C'est à l'ordre du jour. Nous allons notamment relancer la commission femmes où près de quatre-vingts cheffes d'entreprise portent des sujets divers et variés. Nous avons besoin de parité, c'est important. Nous allons mettre en valeur le Comex 40, tous ces jeunes dirigeants de moins de 40 ans qui ouvrent pour ce territoire. Nous allons évidemment développer tout ce qui est tech. Le territoire est riche dans ce domaine, avec notamment notre émission "la tech room" pour donner la parole aux décideurs. Il faut s'engager, il faut militer car notre puissance, c'est aussi celle de nos adhérents.

Vous voulez faire entendre votre voix auprès des politiques...

Il ne faut pas que deux ans avant les élections municipales, tout s'arrête. Il faut jouer

“ Nous avons une force de frappe avec Convergences 13 qui regroupe les 35 pôles d'activités. ”

À la tête de l'UPE 13, le premier Medef territorial, Philippe Korgia fait du slogan "libre, sincère et dans l'intérêt général", l'ADN du syndicat patronal. /PHOTO G.V.L.

Commission Destination France tourisme

Philippe Korgia vient d'être nommé à la tête de la commission Destination France tourisme du Medef pour faire rayonner la France, avec une feuille de route précise : créer les bases d'un choc de compétitivité, être force de proposition sur le développement des territoires, se projeter dans les transformations qui structurent l'avenir du secteur ou encore défendre les spécificités du secteur touristique auprès des pouvoirs publics. "Le tourisme représente 10 % du PIB sur notre territoire, il est important de préparer l'avenir."

collectif pour l'intérêt du territoire. Nous avons une force de frappe avec Convergences 13 qui regroupe les 35 associations de pôles d'activités. Soit 300 000 salariés qui attendent des réformes sur la mobilité et l'accessibilité, et pas que. Tout cela dépend aussi des maires. L'UPE 13 doit également être partie prenante. Nous avons été évincés de l'office de tourisme de Marseille. Comment gérer cette structure aussi importante sans les décideurs que nous sommes ? C'est un vrai problème à l'approche des Jeux olympiques. Nous avons demandé à être réintégrés dans ce conseil d'administration, comme nous le sommes au GIP mobilité où nous sommes partie prenante dans les décisions.

Participer à la réindustrialisation du territoire, c'est un de vos objectifs ?

C'est bien sûr l'un de nos combats. Réindustrialiser, c'est très bien, nous avons le potentiel pour le faire mais il nous manque le foncier. Il ne faut pas bloquer totalement les dossiers pour protéger un papillon, alors que 500 à 600 emplois

“ Les JO qui arrivent sont un véritable enjeu. La réussite va passer par l'accueil, la sécurité, la propreté... ”

sont en jeu. Il faut trouver un juste équilibre entre la préservation de la faune et de la flore et le développement économique et l'attractivité du territoire, portée depuis quelques mois par One Provence. C'est important d'avoir une marque sur notre territoire, nous le demandons depuis longtemps. Nous allons essayer de la faire briller et de faire rayonner le territoire. Les JO qui arrivent sont un véritable enjeu. La réussite va aussi passer par l'accueil, la sécurité, la propreté...

Vous voulez vous saisir des élections européennes pour mobiliser les patrons...

Quand on voit le poids que prend l'Europe sur l'économie de tous les pays, nous nous devons d'être présents dans le débat électoral. Le Medef national a créé une équipe de lobbyistes très présente pour le monde économique français à Bruxelles. De notre côté, nous allons recevoir le vice-président en charge de l'Europe du Medef au mois de mars et nous allons lancer une concertation avec l'ensemble du monde économique, et particulièrement les présidents des fédérations pour savoir ce qu'ils attendent de l'Europe. Tout cela pour aboutir au mois de mai à un grand débat avec les têtes de liste européennes.

Quelles perspectives pour 2024 ?

La situation du BTP est préoccupante. C'est le premier semestre où on a détruit l'emploi et c'est un signe fort. Il faut se battre, libérer le foncier, créer une dynamique sur les permis de construire et lancer la construction de logements. Même si le contexte est compliqué, nous restons optimistes et confiants.

Recueilli par Geneviève VAN LEDE

ETUDE

Entre conjoncture et PGE, les indépendants inquiets pour leur avenir

Le syndicat des Indépendants et des TPE a réalisé une enquête d'état des lieux des petites entreprises 2023-2024.

Les chiffres du cabinet Altarès sont sortis, proches des pics des dernières grandes crises économiques (1992-1993 choc pétrolier, subprimes 2010-2015). Le 4^e trimestre 2023 bat un triste record de défaillances d'entreprises en 30 ans. Selon le cabinet, les TPE concentrent l'essentiel (92%) des jugements avec plus de 52 000 procédures ouvertes. "Nier cette réalité qui aurait pu être évitée sur laquelle nous alertons depuis 18 mois, persévérer dans l'erreur du mirage d'une économie florissante, conduit immanquablement à la situation gravissime enfin officiellement constatée, déplore Marc Sanchez, secrétaire général du SDI (syndicats des indépendants). Sans les entreprises et leurs salariés, la triple action prônée par le nouveau Premier ministre n'a aucune chance de prospérer. Notre tissu économique se détériore à grande vitesse. Nos chefs d'entreprise sont épuisés."

Etat d'esprit négatif

L'analyse d'Altarès est confortée par l'enquête "Etat des lieux des TPE 2023-2024" réalisée du 28 décembre au 10 janvier par le SDI qui compte 25 000 adhérents auprès de 1 472 répondants. Selon cette étude, 85% d'entre eux abordent l'année 2024 avec un état d'esprit négatif. En effet, les professionnels indépendants et dirigeants de TPE ont bouclé l'année 2023 dans le rouge pour la moitié d'entre eux, lorsque seuls 18% font état d'une meilleure année 2023 comparée à 2022. Ce constat est en ligne avec la baisse constante de la consommation sur les deux dernières années telle que calculée par l'Insee. Le niveau de consom-



47% des indépendants et dirigeants de TPE gagnent moins d'un SMIC mensuel pour un temps de travail hebdomadaire moyen supérieur à 50 h. /PHOTO DR

En bref

APPEL À CANDIDATURES Le fonds by MI c'est 45 000 € par projet à décrocher

L'appel à candidatures pour le prêt d'honneur Innovation porté par Marseille Innovation est ouvert du 15 Janvier jusqu'au 23 février 2024. Lancé en 2022, ce prêt by MI de 30 000 euros + un prêt complémentaire de Bpifrance de 15 000 euros, associés aux programmes d'accompagnement de Marseille Innovation ont pour objectif d'accroître les fonds propres sans dilution d'une start-up ou encore accélérer la mise sur le marché de votre innovation technologique. Les dossiers seront étudiés par un comité d'évaluation composé d'anciens entrepreneurs à succès de Marseille Innovation et de ses partenaires. <https://www.marseille-innov.org>

“ 57% des répondants font état de difficultés de trésorerie. ”

mation en biens est de fait inférieur aux années 2017-2019 depuis mi-2022.

Enfin, 57% font état de difficultés de trésorerie. La baisse de la consommation et la hausse des coûts (matières premières, salaires, loyers, taxe foncière,...) se conjuguent pour diminuer la marge et la trésorerie des entreprises. Ce phénomène est d'autant plus important parmi les structures en cours de remboursement d'un PGE au sein desquelles l'item des difficultés de trésorerie est de 72%. Près de la moitié gagne moins d'un SMIC mensuel pour 50 h de travail hebdomadaire.

Une année difficile qui s'annonce

En ce début d'année 2024, près de 9 commerçants sur 10 se disent inquiets ou désabusés, lorsqu'ils ne sont pas en colère ou déprimés, face à un environnement économique particulièrement tendu. Les vœux de Bruno Le Maire en date du 8 janvier 2024 ne sont pas faits pour rassurer les chefs d'entreprise quant aux perspectives sur l'année à venir. De fait, une majorité d'intervenants économiques prophétisent une année "difficile" marquée par une poursuite de la hausse des défaillances d'entreprises évaluée à ce stade entre 60 000 et 70 000 en 2024 après 55 492 en 2023. Entre les problèmes de recrutement, les remboursements des PGE et des difficultés à obtenir un crédit, le tout sur fond d'inflation et du coût de l'énergie, les indépendants et les TPE tirent la sonnette d'alarme.